

Article

« La crise de la représentation politique »

Alain Touraine

Sociologie et sociétés, vol. 15, n° 1, 1983, p. 131-140.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001801ar>

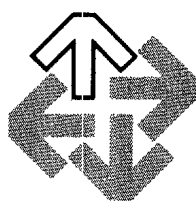
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

La crise de la représentation politique*



ALAIN TOURAINE

M. le doyen de la faculté des arts et des sciences, M. le doyen de la faculté des études supérieures, Madame et Messieurs les vice-doyens, mes chers amis, je vais vous parler, et, je l'espère, parler avec vous, de la crise de la représentation politique. Un étudiant de mon séminaire m'a demandé hier s'il s'agissait de la manière dont on se représente la politique ou de la manière dont la politique nous représente. Cette question est au fond pertinente. Je pense surtout à la manière dont la politique représente des acteurs ou des intérêts sociaux, mais nous pourrions nous demander si la manière dont nous nous représentons la politique n'a pas quelque chose à voir avec la manière dont la politique nous représente.

Les réflexions sur la démocratie ont toujours été organisées autour de deux problèmes complémentaires : comment créer et maintenir des institutions libres et s'assurer que les élus représentent les électeurs, que les mandataires représentent les mandats. Les réponses au premier problème sont depuis longtemps clairement définies. Giovanni Sartori a résumé la définition libérale de la démocratie en une formule d'une concision toute romaine ; c'est, dit-il, une polyarchie élective. Séparation des pouvoirs, liberté des choix sont en effet les deux principales conditions institutionnelles de la démocratie politique. L'adversaire de la démocratie dans cette perspective est évidemment le pouvoir absolu. Que le Prince en question soit traditionaliste, révolutionnaire ou nationaliste, celui qui parle au nom de tous et au nom de l'un, celui surtout qui dit que le Prince parle au nom de la nation, que le singulier peut parler au nom du pluriel, celui-là menace la démocratie.

* Cette conférence a été prononcée dans le cadre des activités du 10^e anniversaire de la faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, le 24 novembre 1982.

Lorsque l'État est le seul qui puisse parler au nom de la société; quand il se dit plus peuple que le peuple lui-même, il devient plus que despotique, il est totalitaire.

L'autre réflexion sur la démocratie est moins affirmative. Elle sait mal définir la représentativité des instances politiques, plus mal encore ce qui fait que les demandes sociales sont ou non représentables. Elle manifeste surtout une inquiétude qui n'a cessé de se faire entendre dans toutes les démocraties et qui se renforce en certains moments que nous essaierons de définir.

La démocratie politique est menacée par la désorganisation des forces sociales, par leur impuissance à s'adresser au système politique. C'est déjà vrai au temps de Démosthène qui accuse Eschine et le parti macédonien de menacer la démocratie. C'est vrai au temps où Cicéron s'inquiète à la fois de la montée de César et du mouvement des Gracques. Si cette impuissance des forces sociales à se faire représenter s'explique par la servitude, cela ne fait qu'aggraver l'absence d'institutions libres et renvoie donc aux réflexions que je viens d'évoquer. Mais si cette impuissance tient au contraire à un excès d'ouverture et d'agitation, à ce que les anciens auteurs appelaient la licence politique ou la corruption des mœurs, il se pose un problème si différent de celui des libertés politiques que beaucoup de conservateurs ont affirmé que c'était la liberté qui entraînait la licence, que c'était le mouvement de déracinement, la dissolution des communautés traditionnelles et de leurs règles qui entraînaient le règne de la foule, de la masse et de la violence. Tocqueville, esprit libéral mais issu d'un milieu traditionaliste et ensuite élu par une population rurale conservatrice, a uni dans sa pensée ces deux ordres de réflexion : il croit à la liberté et à la démocratie qu'il voit vivre en Amérique du Nord, mais il s'inquiète dans ce pays même du risque que peut entraîner l'égalitarisme, à savoir la création d'un pouvoir absolu, seul capable d'unifier une société atomisée, et dans son propre pays, il porte des jugements très sévères sur la révolution de 1848. À partir du moment où, en Europe occidentale et en Amérique du Nord d'abord, puis par étapes et par bonds, dans l'ensemble du monde, progressent et de plus en plus vite l'industrialisation, l'urbanisation, l'éducation ou craquent les systèmes traditionnels de contrôle social, culturel et politique, l'inquiétude devant les dangers de la société de masse et surtout devant la politique de masse ne cesse de se faire entendre.

Au moment exact où Durkheim, après Auguste Comte, mais aussi après les libéraux et les radicaux anglais se demande comment des institutions peuvent mettre de l'ordre dans le mouvement, comment on peut stabiliser et intégrer une société industrielle menacée d'anomie, Le Bon décrit la foule comme l'antisociété et c'est à cette image de la politique de masse que Freud applique, en se référant à Le Bon, sa première réflexion sociologique. Deux décennies plus tard, Tönnies, en Allemagne, réfutant l'optimisme de Walter Lippmann aux États-Unis, dénonce la corruption de l'opinion publique manipulée par les monopoles. Elias Canetti élabore dans la Vienne des années 20 sa réflexion inquiète sur masse et puissance. Surtout le cinéma allemand dont l'histoire a été écrite dans l'admirable livre *From Caligari to Hitler* par Siegfried Kracauer est hanté, chez Murnau surtout, par la masse et par les monstres qui la représentent et par la violence.

Le cinéma, mieux encore que les livres, fait apparaître comment la démocratie occidentale, avant même d'être frappée, s'écroule devant la politique de masse du fascisme et du nazisme. Pendant la grande expansion de l'après Deuxième Guerre mondiale, les réflexions se font moins inquiètes mais elles sont toujours présentes, par exemple, dans les travaux de Kornhauser sur la *Mass politics* et surtout dans les grands livres de la sociologie libérale américaine, le plus célèbre, le best seller de la sociologie, étant *The Lonely Crowd*, la foule solitaire, de David Riesman. Aujourd'hui, cette inquiétude revient. Nos sociétés en crise, battues par le chômage et l'inflation, perdant leur hégémonie mondiale, placées sous la menace d'un conflit nucléaire, désorientées par les ruses de l'histoire qui ont transformé le mouvement ouvrier en régime totalitaire sur un tiers de la planète et les mouvements de libération nationale en dictatures militaires dans d'innombrables pays, se demandent s'il est encore possible de faire vivre des démocraties représentatives.

Les demandes sociales ne sont plus celles de citoyens, mais celles d'individus privés qui demandent moins à réorganiser la vie publique qu'à s'en débarrasser. Le langage des élus eux-mêmes n'est plus celui de la représentation mais celui de la gestion de l'économie dans un environnement international incontrôlable. Les jeunes et même les intellectuels se détournent de la politique, les partis et même les syndicats deviennent des appareils. Entre l'individu et l'État l'espace public n'est plus qu'une masse mouvante comme la mer où pêchent les entreprises de publicité et de propagande. Dans les sciences sociales réapparaît, par exemple dans un livre récent de Serge Moscovici et dans la grande réflexion de Jürgen Habermas, le thème de la foule, de l'impossible communication, de la représentation détruite par idéologie et par la puissance. Examinons donc les conditions de la représentation politique avant de considérer de plus près et de manière plus détendue notre situation historique.

Pour que les composantes sociales de la population soient représentées dans leur diversité par les institutions politiques, il faut que soient réunies deux conditions principales. Il faut en premier lieu que ces forces sociales soient organisées dans leur domaine propre, et il faut, en second lieu, qu'elles soient capables de trouver une expression, non pas dans les institutions représentatives où elles n'ont pas à pénétrer directement, mais dans l'opinion publique. Ceci est le contraire de l'esprit du temps ou de l'esprit du peuple, du *Zeitgeist* ou du *Volksgeist* qui projette l'unité de l'État sur la diversité des rapports sociaux. L'opinion publique, au contraire, porte la diversité des acteurs sociaux jusqu'aux portes de l'État; elle est au moins le médiateur entre les deux. Voici donc les deux conditions de la représentation des demandes sociales par les institutions politiques : une organisation autonome des acteurs sociaux et la liberté et l'activité de l'opinion publique. Examinons-les un peu plus attentivement.

Et d'abord la capacité des acteurs sociaux de s'organiser et de s'exprimer de manière autonome. Il existe des acteurs sociaux définis par le fonctionnement même de la société, par leur place dans des rapports sociaux d'importance centrale : employeurs et salariés, propriétaires de la terre et fermiers, religieux et laïcs, étrangers et nationaux, hommes et femmes, riches et pauvres, etc. D'autres catégories, au contraire, sont définies par leur proximité ou leur éloignement d'un principe central d'ordre, plus simplement de l'État. Louis Dumont, après d'autres, a défini les castes par leur rapport à la pureté ou à l'impureté. À Athènes, on distinguait diverses catégories : les citoyens de la cité, les citoyens d'autres cités, les métèques, les esclaves. Dans nos sociétés, de la même manière, on distingue les dirigeants de l'État, l'administration publique, les services publics périphériques, les usagers, les assistés. Si le premier type de catégorie sociale l'emporte sur le second, les acteurs sociaux sont capables d'agir et de s'organiser par eux-mêmes. Cela veut dire que plus nous sommes définis par les rapports sociaux où nous sommes engagés et plus nous sommes capables de nous organiser et de nous exprimer. Plus au contraire, nous sommes situés par notre distance au centre, qu'il s'agisse des États, des *Stände* de l'ancien régime, ou de la stratification sociale d'aujourd'hui, plus autrement dit nous sommes définis par notre relation aux valeurs qui symbolisent la supériorité sociale et moins nous sommes capables d'action autonome. C'est pourquoi l'idée libérale de démocratie représentative n'a jamais été séparable dans l'histoire de l'idée de la priorité des rapports sociaux sur l'intervention de l'État. La société civile n'a d'existence autonome que si on reconnaît qu'elle repose sur des rapports sociaux fondamentaux, rapports qui résistent à la représentation politique en même temps qu'ils l'appellent. Si les acteurs sociaux sont définis par les acteurs politiques, ils n'ont pas de consistance. Il n'y a plus, face à face, que le pouvoir et la foule; mais la difficulté vient aussi du fait que, à l'inverse, lorsque les forces sociales sont fortement constituées elles résistent à la représentation, c'est-à-dire à leur participation à un système intégré de décision reconnu par tous comme légitime. Si les acteurs sociaux se définissent par leurs différences, s'ils n'ont pas la même culture, s'ils ne parlent pas la même langue, s'ils n'ont pas les mêmes intérêts et les mêmes croyances, les mêmes idéologies et les mêmes passions, il devient impossible que leur diversité puisse être représentable; un parlement qui les réunirait serait la tour de Babel. Il faut donc que des intérêts sociaux, pour être représentés, ne soient pas définis

essentiellement par leur identité ou leur particularité, par plus que par leur distance au centre, mais par les rapports sociaux dans lesquels ils sont engagés.

Or, nous apprend la sociologie, tout rapport social est un rapport de domination. Les rapports d'égalité ne sont pas des rapports sociaux. C'est le « parce que c'était lui, parce que c'était moi » de Montaigne parlant de La Boétie, ou c'est le cas de l'amour romantique qui est tellement peu lié à la réalité sociale qu'il l'est toujours avec la mort. La condition de la représentativité politique des intérêts sociaux est que la domination qu'ils portent en eux puisse être réglée, garantie, limitée, jamais créée, jamais détruite par la loi. Mais, et c'est là la dernière interrogation de type général, à quelles conditions cette domination peut-elle être transformée en institution, le conflit peut-il devenir loi ? N'est-ce pas parce que le conflit n'est pas un conflit à mort, parce que les acteurs ont en commun, au-delà de l'opposition de leurs intérêts et de leurs passions, des croyances qui portent au moins sur la nature de ce dont ils se disputent la possession. C'est parce que capitalistes et salariés ont cru les uns et les autres à l'industrie et au progrès que la démocratie politique, et même une certaine démocratie industrielle, a pu se créer dans les pays capitalistes. Là où les rapports sociaux reposent sur la guerre et la conquête, où le dominateur et le dominé n'ont rien en commun, leur lutte est une guerre chaude ou froide négociable peut-être, mais jamais institutionnalisable, jamais représentable. Ainsi, la condition première pour qu'existe une démocratie représentative est qu'elle repose sur des acteurs en conflit mais qui sont unis par une commune référence à l'enjeu de leur conflit.

J'en viens maintenant à la deuxième condition de représentativité des intérêts sociaux, c'est-à-dire au rôle de l'opinion publique. Ces conflits résistent à la représentation politique. Les premiers syndicats ont souvent rejeté tous les partis politiques, que ce soit, comme disaient les syndicalistes révolutionnaires français, les partis bourgeois ou les sectes socialistes. S'ils n'y résistent pas, il n'y a pas à proprement parler de représentation, mais s'ils y résistent trop, moins encore. Il faut donc que l'opinion publique constitue un relais indépendant et actif qui ne se confond ni avec le champ des conflits sociaux ni avec le système politique. Prenons un exemple : parlerions-nous du rôle de la presse si les journaux appartenaient tous, soit d'un côté à des entreprises capitalistes, ce qui est trop fréquemment le cas, soit à des syndicats ou d'un autre côté à des partis politiques ? La multiplicité des organes de presse n'empêcherait pas celle-ci de ne plus être une presse d'opinion. C'est ici qu'intervient le rôle des intellectuels, journalistes, écrivains, auteurs, enseignants, universitaires, groupes d'opinion, associations s'adressant au public ; ils constituent l'opinion publique, avant tout s'ils sont critiques et indépendants, c'est-à-dire s'ils se donnent comme tâche propre la création de l'opinion publique. Lorsque l'intellectuel sert le pouvoir ou l'État, il détruit l'opinion publique. S'il devient, d'un autre côté, l'idéologue d'un groupe social, il la corrompt également. Enfin, s'il s'enferme dans l'expertise technique ou la simple communication des faits, il ne la défend pas et la laisse exposée à l'emprise des puissants, ce qui suppose qu'existent des milieux intellectuels où le sens critique permet la coexistence d'esprits différents entre eux dans leurs orientations et leur mode d'expression. Une université doit être un centre de recherche et un instrument de transmission de la connaissance, mais elle n'est pas elle-même si elle n'est pas aussi un espace public, un lieu où se constitue, où prend forme cette opinion publique qui joue le rôle d'intermédiaire entre les forces sociales et le système politique.

Je me résume. La démocratie représentative a besoin pour vivre, là-même où existent des institutions libres, de forces sociales constituées et indépendantes du pouvoir politique et d'une opinion publique à la fois critique et tolérante.

Nous pouvons maintenant essayer d'analyser de manière plus concrète ce que beaucoup ressentent aujourd'hui ou décrivent comme une crise de la représentation publique dans nos sociétés. Comment cette crise se manifeste-t-elle ? D'abord, c'est une crise au niveau des partis, c'est-à-dire que des doutes de plus en plus forts et nombreux s'expriment quant à la capacité des partis de définir ce qu'ils représentent. Les partis socialistes ou social-démocrates représentent-ils le mouvement ouvrier ? Assurément non, à mesure que la population active se compose de moins d'ouvriers et de plus de salariés

du tertiaire. Ainsi ces partis tendent à s'appuyer essentiellement sur des classes moyennes salariées. D'intéressantes enquêtes, récemment menées en France, ont amené à définir la clientèle sociale du parti socialiste, ses électeurs, comme des recentrés, c'est-à-dire ceux qui, après trente ans d'expansion, désirent consolider les gains acquis, non pas ceux qui désirent transformer la société ou faire éclater ses conflits, mais, au contraire, constituer le noyau central de la stabilisation de la société en période de discussions économiques. Si nous considérons un pays comme la Suède, chacun a pu s'apercevoir qu'après un long règne des sociaux-démocrates sont revenus pendant un temps au pouvoir les partis dits bourgeois, coalition du parti du centre, du parti libéral et du parti conservateur. Pour l'essentiel, aucune des mesures fondamentales prises par les sociaux-démocrates n'a été supprimée ou renversée; c'est donc que la frontière ou l'opposition entre les deux groupes n'est pas aussi claire qu'on pouvait le penser autrefois.

Dans le cas des États-Unis, c'est le développement très rapide du système des élections primaires qui a abouti à un véritable émiettement de la représentation politique, en particulier du côté du parti démocrate, ce qui a d'ailleurs entraîné ensuite, par compensation, un mouvement de recentralisation, de recherche d'un consensus national. Tout ceci entraîne de tous côtés une baisse, soit de la participation politique, qui est un fait surtout nord-américain, soit de la mobilisation politique. Il y a des cas beaucoup plus accentués. Je n'en évoque qu'un parce qu'il est extrême. Celui d'un pays qui a connu un des développements les plus rapides de l'histoire et ensuite un long et interminable processus de recul et de crise; je veux parler de l'Argentine. À partir du moment où une industrialisation, ou plutôt un développement économique dépendant, se répand en Argentine à partir des années 20 et des années 30, parce que la classe dirigeante reste celle des propriétaires de l'agriculture d'exportation, la vie sociale et politique concentrée dans le port de Buenos Aires devient l'exemple extrême, l'exemple paradigmatique de la politique de masse. Le péronisme repose sur des masses inorganisées débordant les cadres traditionnels du syndicalisme, et jamais plus depuis lors, la vie politique et la vie sociale n'ont réussi à se restructurer. Et quand, tout récemment, la défaite militaire dans la guerre des Malouines a porté un coup grave à un régime militaire qui est un régime d'assassins, on s'est aperçu de la difficulté qu'avaient les forces sociales, pendant plus d'un an, à se réorganiser.

S'il y a ainsi une faiblesse de la représentativité, une perte de la fonction représentative des partis politiques, on peut dire de la même manière que les forces sociales elles-mêmes ont une difficulté croissante à se définir et à s'organiser. Prenons le cas évident du mouvement ouvrier ou plus largement du syndicalisme. L'action syndicale, la négociation avec les employeurs ou avec l'État a longtemps été menée au nom de la classe ouvrière et au nom de sa conscience de classe. Or, aujourd'hui, dans tous les pays industriels, sous des formes extrêmement différentes, on peut dire qu'on assiste au transfert de ce qui était mouvement ouvrier vers des politiques syndicales, c'est-à-dire que les organisations syndicales, au lieu de devenir des agents d'organisation des forces sociales à leur niveau propre deviennent de plus en plus des agents importants du système politique; ce qui entraîne, par voie de conséquence, un changement de la mobilisation syndicale, qui se met à ressembler à la mobilisation politique, c'est-à-dire une mobilisation à mesure que son taux de participation devient plus faible qu'autrefois.

Enfin, troisième point, l'opinion publique elle-même. Il est clair que l'organisation et l'expression autonomes dans l'espace public deviennent plus difficiles d'abord pour des raisons économiques. Il est difficile d'avoir accès à l'opinion publique, il est coûteux de mener ce qu'on appelle une campagne d'opinion. Le public devient un public de masse, ce qui aboutit à éliminer ou à marginaliser, soit les minorités, soit les groupes d'opposition, soit les innovateurs, à opérer ce recentrage dont je parlais tout à l'heure sur le plan politique, cette fois-ci sur le plan culturel.

Voilà décrit assez rapidement l'ensemble de phénomènes qui fait parler aujourd'hui de la crise de la représentation politique. Essayons maintenant d'en dégager les causes.

La première idée qui vient à l'esprit, et certainement la plus générale, est qu'il y a une crise de la représentation politique chaque fois qu'il y a un bond en avant dans

l'évolution sociale et en particulier dans l'ouverture du champ social. Nous avons connu pendant les 30 dernières années une élévation extrêmement rapide du niveau d'éducation et d'information et connu une transformation accélérée de l'emploi avec la fameuse tertiarisation. Nous avons assisté aussi, dans le domaine de l'emploi, à une augmentation rapide et massive de la participation des femmes à la vie professionnelle. Nous avons, dans tous les domaines, dans celui de l'éducation, dans celui de la famille, dans la vie religieuse assisté à une crise accélérée des formes de contrôle social et culturel traditionnel, de contrôle des mœurs, des idées, de l'éducation.

Allons un peu plus loin, depuis une trentaine d'années, pendant la grande période d'expansion, nous avons avant tout assisté à un déplacement ou au moins à une extension du champ politique. Quel est le champ de la politique dans les sociétés relativement traditionnelles ou tout au moins préindustrielles? Vous le savez, c'est un champ juridique. Qu'est-ce que la démocratie au 17^e ou au 18^e siècle? C'est le droit de voter l'impôt, et c'est la définition même d'un parlement que d'être l'assemblée élue qui a le droit de voter l'impôt. À partir du moment où se développe la grande industrie, l'idée de démocratie se déplace du champ juridique vers le plan économique. C'est dans les problèmes du travail, de l'emploi, de la rémunération, des décisions affectant la vie des travailleurs que se jouent les grands problèmes de la démocratie; on parle à ce moment-là d'un côté de démocratie industrielle et plus simplement on dit que le champ de l'économie devient politique; on parle d'économie politique. Or, aujourd'hui, de même qu'il y a un siècle et demi on a commencé à parler d'économie politique, nous sommes amenés à parler de culture politique, c'est-à-dire à reconnaître que les problèmes de la culture, que ce soit ceux de l'éducation, ceux de l'information ou ceux des relations sexuelles, entrent dans le champ politique, je veux dire deviennent des enjeux pour des débats de nature sociale et politique.

Alors, prenons une comparaison avec les débuts de la société industrielle ou tout au moins de l'industrialisation de masse. Que se passe-t-il à la fin du 19^e siècle? Il se passe là aussi une crise profonde du système de représentation politique qui reposait sur des catégories du 18^e siècle anglais ou issues de la révolution politique française. Entre les conservateurs et les libéraux et les monarchistes et les républicains ou quelque part en dehors de leurs rapports et de leurs conflits s'introduisent des forces nouvelles, des petits groupes ou des violences sociales qui émanent du monde ouvrier. Mais rapidement les syndicats s'organisent, des partis socialistes, dont certains deviendront communistes, se constituent. D'autres partis se lient plus clairement au grand capitalisme national ou étranger. Et enfin, entre ces forces ou sur le plan de l'opinion publique, on voit, à ce moment-là, apparaître la catégorie des intellectuels. Le mot intellectuel apparaît à ce moment puisqu'il est créé en France par Maurice Barrès, dans un sens d'ailleurs péjoratif, pour attaquer ces gens qui défendent le capitaine Dreyfus. La fonction des intellectuels s'est développée comme celle d'une action et d'une réflexion critique et qui vise à permettre une préreprésentation, une expression des forces sociales face à l'État. L'important est de voir que, pendant au moins un demi siècle, notre démocratie représentative a reposé sur la force des conflits industriels. Je pourrais dire, sans aucun paradoxe, que le monde occidental a connu la démocratie représentative parce que sa vie sociale a reposé sur des conflits sociaux, sur des luttes de classes d'une importance centrale. Il ne suffisait pas que ces luttes et ces conflits du travail existent; il fallait, bien sûr, qu'existent des institutions libres pour que les intérêts en conflit puissent être représentés; mais s'il n'y avait pas eu, au moment même de cette grande poussée de l'industrialisation et de l'urbanisation, une structuration des forces sociales à leur niveau propre, par des organisations patronales et syndicales, les forces sociales en conflit n'auraient pas été représentables et les intellectuels eux-mêmes n'auraient pas pu constituer, entre les forces sociales en conflit et les institutions représentatives, le monde autonome libre et critique de l'opinion publique.

Lorsque nous ne considérons plus la formation de la société industrielle de masse, mais au contraire le passage à une société qu'on peut appeler une société postindustrielle, nous retrouvons les mêmes phénomènes.

Au niveau politique, la chute de représentativité est aggravée surtout par la crise dans le monde occidental de l'État national. Les institutions représentatives constituées au niveau national savent de plus en plus qu'elles ne traitent pas l'ensemble des problèmes. Le parlement britannique au 19^e siècle, ou au début du 20^e siècle jusqu'à la grande crise charbonnière des années 20, a conscience que dans l'enceinte de Westminster les patrons anglais, les ouvriers anglais, et les autres catégories sociales peuvent débattre de leurs problèmes parce qu'ils sont les maîtres du monde. Aujourd'hui, au contraire, la plupart des éléments qui semblent déterminants pour la formation d'une politique économique et sociale ne sont plus dans les mains de l'État national de telle sorte que les mouvements du dollar, le prix du pétrole, les mouvements de capitaux liés aux variations des taux d'intérêt, tout cela apparaît aux hommes politiques à peu près comme les prévisions météorologiques apparaissent à chacun d'entre nous. Et par conséquent, dans la mesure où nous nous sentons impuissants face aux tempêtes économiques ou militaires au niveau international, il devient difficile de définir la vie politique comme représentative. Ceci se traduit en particulier dans les pays où la vie politique doit combiner, ce qui est toujours difficile, son rôle représentatif avec une action de développement économique et une action d'affirmation nationale. En période de grande expansion, il semblait en beaucoup de points du monde relativement facile de faire une révolution tranquille, c'est-à-dire à la fois de s'ouvrir au progrès économique, à l'urbanisation et à l'industrialisation, et en même temps de maintenir et de renouveler une identité nationale. Ces deux objectifs deviennent plus difficilement compatibles quand les intérêts économiques exercent des pressions ou un chantage contre les revendications nationales.

Au niveau social, il devient de la même manière de plus en plus difficile d'arriver à constituer des acteurs sociaux. Prenons à nouveau le domaine du travail. La dualisation du marché du travail, sa fragmentation, sa segmentation font qu'il est de plus en plus difficile à une organisation syndicale de représenter à la fois le technicien, l'ingénieur, le fonctionnaire, l'enseignant qui possèdent un statut et des garanties, pas toujours parfaites mais relativement grandes, et de l'autre côté les chômeurs, les laissés pour compte, les travailleurs qui vont être licenciés inévitablement dans six mois, les travailleurs intérimaires ou ceux qui travaillent dans des boîtes de sous-traitance. Par conséquent, toutes les organisations qui ont pour fonction de donner forme et voix à des forces sociales se trouvent elles-mêmes déchirées par les contradictions de la situation. Enfin, les intellectuels qui avaient constitué cette opinion publique relais entre les forces sociales et les institutions politiques à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, que deviennent-ils ?

La grande affaire, depuis une dizaine d'années, est que ces intellectuels ont été condamnés à représenter des forces sociales de plus en plus éloignées d'eux. Les intellectuels d'Europe occidentale ont d'abord représenté ou exprimé les demandes des ouvriers de leur propre pays ; puis un certain nombre d'entre eux ont pensé qu'ils devaient exprimer et représenter le mouvement à la fois social et national, le mouvement révolutionnaire qui embrasait l'Est de l'Europe. Puis, ils ont pensé qu'ils devaient apporter l'appui de leur force d'expression à la révolution chinoise et au mouvement de libération du tiers-monde. Donc, la distance entre ce qu'il y avait à représenter et la parole de représentation ne cessait d'augmenter jusqu'à ce que ce lien devenu fragile se rompe à partir du moment où ceux qui avaient défendu le Viet-Nam contre l'agression américaine ont été obligés de défendre les *boat people* et où ceux qui s'étaient soulevés aux États-Unis au printemps 70 au moment de l'invasion du Cambodge ont dû devenir les principaux dénonciateurs du génocide, de l'ethnocide perpétré par les Khmers rouges au Cambodge. Les intellectuels ont alors été engloutis dans le silence, qu'il s'agisse des grands intellectuels des métropoles ou des étudiants des universités.

Dans cette situation-là, y a-t-il chance pour que se reconstruise la représentation politique ? Je pense qu'on doit pouvoir suivre aujourd'hui le raisonnement qui s'applique à l'analyse des débuts de l'industrialisation et dire d'une manière générale que pour que des forces sociales soient représentables et donc pour qu'il existe une démocratie représentative, il faut d'abord que se constituent ou que se reconstituent des forces sociales autonomes. La question est donc : observons-nous ce mouvement de constitution de for-

ces sociales autonomes, ou, si l'on veut les appeler ainsi, pour reprendre un titre qui a déjà été employé, les nouveaux mouvements sociaux? Il me semble qu'ici le parallélisme avec les débuts de l'industrialisation est frappant. Nous avons connu dans les années 60 et au moment de ce grand dérangement ou de ce grand mouvement, un mélange tout à fait analogue à ce que l'Europe a connu dans les années 1840, c'est-à-dire un mélange de contre-culture, d'idéologie ancienne et de nouveaux thèmes de revendication et de contestation, de la même manière que dans les années 30 et 40, à Paris ou à Londres, on a assisté à des mouvements de contre-culture, à la formation de communautés par exemple ou à une intense réflexion sur la condition de la femme, en particulier dans l'école saint simonienne où on a en même temps utilisé les idéologies anciennes, je veux dire celles de la révolution française, en même temps commençait à se faire entendre le thème de la condition ouvrière. Dans l'ensemble du monde occidental, 1968 c'est ce mélange incertain et détonnant de contre-culture, de brèche culturelle comme a dit Edgard Morin, de maintien des idéologies anciennes, cette fois-ci empruntées au mouvement ouvrier ou au socialisme ou au communisme et de thèmes revendicatifs nouveaux, puisque c'est des contestataires nouveaux, puisque c'est de 68 que sortent directement, au moins dans certains pays, des mouvements sociaux comme le mouvement écologiste, le mouvement des femmes et même la mise en cause sous certaines formes de l'État national.

Aujourd'hui, cette première version des nouvelles forces sociales s'est décomposée. Exactement comme l'esprit quarantehuitard s'est décomposé au siècle dernier, l'esprit soixantehuitard s'est décomposé. Rien d'étonnant à cela, car ces trois composantes ne pouvaient pas demeurer ensemble très longtemps et donc on est passé par une phase de creux, de séparation, même d'incompréhension entre les idées et les faits, les initiatives et leur représentation. Aujourd'hui, même s'il est vrai que dans l'ensemble des grands pays industriels on ne voit pas se constituer, de manière autonome et forte, ces nouveaux mouvements sociaux, car le temps n'est pas encore venu pour que se constitue l'équivalent de ce qu'a été le syndicalisme dans la société industrielle, nous apercevons déjà ici ou là se former la capacité de ces forces sociales de pénétrer ou de frapper à la porte du système politique. Je prends deux exemples dont l'un est un exemple faible et l'autre un peu plus fort. L'exemple faible, mais qui est intéressant par sa nouveauté, c'est le rôle des femmes dans la vie politique américaine. Dans l'ensemble des pays occidentaux, pour des raisons traditionnelles ou soit de discrimination, soit de contrainte traditionnelle, le vote des femmes a été plus conservateur que le vote des hommes. Aux États-Unis, le vote des femmes est moins conservateur que le vote des hommes maintenant, si du moins vous acceptez de considérer qu'un vote pour Reagan est un vote conservateur. Donc, il est remarquable de voir aujourd'hui que, au-delà de cet éclatement, de cette atomisation des groupes de pression et d'opposition, s'il y a un élément central qui semble se dégager dans la reconstitution d'une force politique représentative de nouvelles demandes sociales, c'est autour de ou à partir de ce mouvement des femmes américaines qu'il faut le chercher; mais l'exemple qui est plus fort, me semble-t-il, c'est certainement l'exemple des Grünen allemands. Il est intéressant de voir que les revendications écologistes ou anti-nucléaires ont eu des formes et des contenus assez semblables dans tous les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Néanmoins, si je prends les États-Unis d'un côté, la France de l'autre, j'observe que des deux côtés ce mouvement d'opinion, ce courant d'opinion, s'est efforcé de passer sur le plan politique sans avoir d'abord constitué sa propre autonomie, sa propre résistance, sa propre opacité au niveau social. La grande différence avec l'Allemagne est que le mouvement allemand, je le répète, analogue quant à ses thèmes, est profondément différent quant à sa capacité de rupture, je veux dire quant à sa constituante alternative, quant à sa capacité de contester l'existence même de l'État allemand. L'exemple allemand me semble démontrer ma thèse, à savoir que pour qu'une force sociale puisse renouveler le champ politique, il faut qu'elle soit d'abord constituée de manière non politique, de manière contestataire avec culturellement, politiquement et socialement une autonomie maximale. Rien n'oblige à croire que ces deux premières percées seront durables ou qu'il ne s'en produira pas d'autres qui seront plus importantes. Mais je crois, pour prendre un thème qui a été depuis 10 ans un grand thème

de discussion parmi les sociologues, qu'on peut déjà avoir une vision plus optimiste que celle qui a été si abondamment répandue par Marcuse. Il est vrai que l'espace public, que l'opinion publique, ce que Habermas appelle la *Öffentlichkeit*, est menacé par les idéologies qui justifient le pouvoir au nom de la science, au nom de la technologie et qui créent un nouvel absolu ou une nouvelle dictature technocratique ou un système de rationalisation et de justification technocratique. Le danger existe ; mais il me semble que ce que l'on observe, au contraire, dans les pays occidentaux au moins et dans d'autres aussi, c'est la réapparition de forces sociales d'action, de critique et de contestation appuyées de plus en plus par des actions menées au niveau de l'opinion publique et qui s'efforcent d'entrer dans le champ politique et quelquefois y parviennent. C'est pourquoi il est important de situer la situation historique, le moment historique où nous nous trouvons.

Après une phase extrême de crise et de désorganisation de la société industrielle, de ses forces sociales, de ses formes de démocratie représentative, de ses agences d'opinion publique, nous assistons à la progressive mise en place sur la scène de l'histoire de la « Société post-industrielle » ou, comme il me paraît meilleur de dire, de la société programmée. On voit se dessiner des acteurs sociaux, on les voit capable de prendre la parole, de définir leurs objectifs et on voit déjà s'établir une certaine liaison entre ces forces sociales et les agents de formation ou d'expression de l'opinion publique. Assurément ce qui manque, c'est des partis politiques représentatifs parce que en ce moment il semble que nous ayons ou trop de politique, c'est-à-dire trop de gestion de l'économie menée au nom d'impératifs internationaux et pas assez de forces sociales, ou au contraire trop de forces sociales et culturelles, trop de demandes sociales et culturelles auxquelles ne correspondent pas assez d'offres politiques. On peut penser aussi que dans la situation dite de crise, c'est-à-dire en fait de renversement de l'hégémonie occidentale en même temps que de passage à une société post-industrielle la capacité des partis politiques d'être représentatifs restera longtemps faible et même insuffisante. Par conséquent, le moment où nous nous situons est celui où le problème clé n'est pas encore celui du passage de forces sociales aux institutions politiques représentatives mais plutôt le passage des forces sociales nouvelles à l'opinion publique ; ensuite devra être franchie la deuxième étape, qui est de monter de l'opinion publique aux institutions politiques.

C'est la raison pour laquelle il me semble que, dans le moment présent, le rôle des intellectuels est fondamental. Nous savons bien, peut-être plus en Europe qu'en Amérique du Nord, mais dans tous les pays de démocratie représentative, nous savons bien combien il est indispensable de passer par cette opinion publique pour que la représentativité des forces sociales conduise à leur représentation par les institutions politiques ; par conséquent nous savons que c'est une tâche essentielle des intellectuels d'aujourd'hui de se réveiller de leur nostalgie, du rôle qu'ils ont occupé dans la société industrielle et de se donner un nouveau rôle de formulation, d'explicitation et de discussion des problèmes sociaux de la nouvelle société en train de se créer sous nos yeux. Ne soyons pas, nous intellectuels, des observateurs distants d'une mutation difficile. On ne comprendrait pas que des économistes n'utilisent pas leur savoir pour chercher des solutions à la crise de l'économie. Nous, intellectuels en général, et en particulier gens des sciences sociales, notre rôle le plus important aujourd'hui n'est pas l'expertise mais la reconstruction de l'opinion publique. Il s'agit par là d'aider à la restructuration des forces sociales et de préparer un jour prochain leur transcription dans le système politique. Pour que la démocratie soit représentative, il faut que les intellectuels aient le courage et la capacité de représenter, de dire par la recherche, l'enseignement, le roman ou l'essai, le film et la musique, les problèmes, les initiatives, les conflits de la vie sociale, pour que ceux-ci puissent pénétrer dans les institutions, les assemblées et les conseils où se prennent les décisions politiques.

Nous, intellectuels, ne pouvons vivre et travailler que là où existe la démocratie ; mais puisque nous savons ce que nous lui devons, sachons qu'elle dépend aussi en partie de nous, de notre capacité de transformer des forces sociales en problèmes et en idées susceptibles d'être traités par les institutions démocratiques. Notre rôle principal est de

rendre représentables les demandes sociales et donc plus représentatives les décisions politiques.

RÉSUMÉ

L'auteur aborde ici le thème de la crise de la représentation politique, c'est-à-dire la mise en question actuelle de la façon dont la politique représente les acteurs sociaux ou les intérêts sociaux. Il décrit d'abord les deux conditions principales pour que les composantes sociales de la population soient représentées politiquement : il leur faut une capacité de s'organiser de façon autonome et de s'exprimer à travers l'opinion publique. En somme, la démocratie a besoin de forces sociales constituées et indépendantes du pouvoir politique et de l'État, et d'une opinion publique critique et tolérante. Dans un second temps, l'auteur analyse la crise elle-même de la représentativité, qui se manifeste au niveau des partis, des forces sociales, et de l'opinion publique. La dernière partie de l'essai porte sur les causes de cette crise et sur la façon d'en sortir.

SUMMARY

In this paper, the author tackles the question of the crisis in political representation, that is, the challenge now being faced by political organization in the way it represents social actors and social interests. He first describes the two main conditions necessary to ensure that the various social components of the population be represented politically : a capacity for organizing autonomously and for expressing views by means of public opinion is required. In short, democracy needs established social forces independent of political power and the state, and public opinion which is both critical and tolerant. The author then analyzes the crisis of representativity itself, which manifests itself at the party level, at the level of social forces, and of public opinion. The concluding part of this essay deals with the causes of this crisis and with means of coming out of it.

RESUMEN

El autor trata el tema de la crisis de la representación política, es decir el cuestionamiento actual de la manera como la política representa a los actores sociales o a los intereses sociales. En primer lugar, describe las dos condiciones principales, según las cuales los componentes sociales de la población estarían representados políticamente : estas necesitan una capacidad de organización autónoma y de expresión a través la opinión pública. En suma, la democracia necesita fuerzas sociales constituidas e independientes del poder público y del Estado, y de una opinión crítica y tolerante. En segundo termino, el autor analiza la crisis de la representatividad, que se manifiesta al nivel de los partidos, de las fuerzas sociales y de la opinión pública. La última parte de este ensayo trata de las causas de esta crisis y de la forma de salir de ella.